

## Après le 19 mars, amplifions la mobilisation

La CGT Éduc'action se félicite de la mobilisation Fonction publique du 19 mars, première réponse, pour l'ensemble des fonctionnaires, aux mesures d'austérité et au projet mortifère de réforme de la Fonction publique.

Dans l'Éducation nationale, après la réussite du 1<sup>er</sup> février, du 8 mars et de la mobilisation massive des personnels de Seine-Saint-Denis qui continue à se renforcer, la mobilisation reste élevée, malgré la pause des vacances scolaires, avec plus de 30% de grévistes dans le second degré. Ce sont les personnels de collège qui sont à nouveau les plus mobilisés.

L'École publique est à bout de souffle et ne tient que par le volontarisme de ceux et celles qui y travaillent et y croient encore.

La dégradation des conditions de travail, l'absence de revalorisation salariale, les contre-réformes qui s'accumulent, le « *Choc des savoirs* » qui tourne le dos à toute volonté de démocratisation de l'Éducation au détriment des élèves les plus fragiles et de la liberté pédagogique, attisent la colère des personnels.

Ce n'est pas d'un choc des savoirs dont l'Éducation nationale a besoin mais bien d'un choc des moyens, partout selon les besoins.

À l'image de la mobilisation pour un plan d'urgence en Seine-Saint-Denis, la CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels à se réunir en assemblées générales pour établir les revendications pour leur école, établissement et service et à débattre de la reconduction de la grève pour obtenir satisfaction.

Dans l'immédiat, la CGT Éduc'action continue d'exiger l'abandon du Choc des savoirs, l'attribution des heures dédiées aux groupes de niveau à la baisse des effectifs par classe ; l'abandon du Pacte au bénéfice d'une revalorisation salariale sans condition, de la réforme du LP et des évaluations nationales ; l'abandon des suppressions de postes prévues cette année, une augmentation indiciaire de 400 € net de l'ensemble des personnels ; un statut de catégorie B pour les AESH.

C'est par une mobilisation dans la durée que nous obtiendrons les inévitables transformations au service des personnels et des élèves avec l'abandon de la réforme des retraites et de toutes les réformes de tri social, de la réforme du lycée à Parcoursup ; des créations massives de postes dans tous les corps, la nationalisation de l'enseignement privé sous contrat, l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation et l'ouverture de négociations sur les grilles salariales.

Montreuil, le 19 mars 2024